



SÉANCE IV
31 mai 2019
10:30 – 12:00

SÉANCE IV

IFINANCE INCLUSIVE DE L'ÉNERGIE POUR ATTEINDRE LA DERNIÈRE LIGNE DROITE

2018 a vu le nombre de personnes n'ayant pas accès à l'électricité passer sous la barre du milliard d'individus. De plus, dans les dernières années, nous avons assisté à une croissance des investissements visant à élargir l'accès à l'électricité ainsi que l'avènement de nouvelles initiatives indépendantes en matière d'accès aux énergies renouvelables.

Toutefois, les progrès visant à rendre accessibles les sources d'énergie renouvelables demeurent inégaux. Près de trois milliards d'individus n'ont toujours pas accès à des modes de cuisson propres et très peu de progrès ont été réalisés dans ce sens au cours des dernières années. Près du trois quarts des individus qui ont eu accès à l'électricité dans la dernière année vivent en Asie, laissant ainsi de côté 600 millions d'individus résidant en Afrique subsaharienne.

De plus, bien que les solutions décentralisées sont désormais considérées comme les approches les plus économiques en ce qui a trait aux communautés plus pauvres vivant en régions rurales qui sont sous-financées. Le financement de ce type de solutions a cependant augmenté, mais il n'en demeure pas moins que ces approches alternatives réussissent à attirer que 1.3% des investissements consentis dans le secteur de l'énergie (Energizing Finance report, SEforAll). Quant au portrait de l'investissement assurant l'accès à des modes de cuisson propres, il est encore plus sombre. Le financement total dans ce domaine est passé de 32 millions USD à 30 millions USD par année. Soit dit en passant, ce montant est en lui-même particulièrement insuffisant pour répondre aux besoins si on considère qu'il faudrait 4.4 milliards d'investissements afin de rendre possible un accès universel à des modes de cuisson propres d'ici 2030 (Energizing Finance report).

Par ailleurs, bien que les investissements dans le domaine des solutions décentralisées et indépendantes en lien avec les énergies renouvelables ont cru de manière substantielle ces dernières années, elles ont profité bien plus à des régions plus développées du globe et à un nombre limité d'entreprises. Par ailleurs, les modes de financement ont changé et les prêts se substituent dorénavant aux dons, laissant ainsi croire que les donateurs, les investisseurs et les gouvernements estiment que le fossé en termes d'accès à l'énergie sera comblé par le secteur privé. Cette situation est d'autant plus troublante pour des régions où le taux d'entrepreneuriat est particulièrement bas et où les initiatives privées ne sont pas particulièrement rentables, laissant ainsi de côté les entreprises plus modestes des pays les moins avancés. En outre, le -



financement des micro-réseaux demeure un défi de taille. Malgré le potentiel de fournir de l'électricité à 450 millions d'individus, le fossé en matière d'investissements pour les micro-réseaux demeure important, et ce, malgré la fragilité des projets mini-réseaux, l'évolution de leurs plans d'affaires et l'accroissement de la demande.

Afin d'assurer l'adoption de ces stratégies indépendantes d'accès à des sources d'énergies renouvelables et d'accès à des modes de cuisson propres au sein des pays les moins avancés, une structure de financement inclusive est nécessaire et doit :

- Mettre l'accent sur les barrières spécifiques auxquelles font face les pays visés ;
- Inclure des modes de financement public et privé ;
- Appuyer les entrepreneurs locaux ainsi que les femmes entrepreneurs afin qu'ils investissent dans des usages productifs de l'énergie (UPE) ;
- Tenir compte des enjeux auxquels les investisseurs font face lorsqu'il est question de régions peu habitées et de fournir de l'énergie à des communautés défavorisées.

Le panel devra mettre l'accent sur ce à quoi devrait ressembler ce mode de financement inclusif en prenant appui sur les financements mixtes (public et privé) d'accompagnement; des subventions efficaces et basées sur les résultats. Ce panel devra aussi se pencher sur quels types de politiques, de régulations et d'implications des communautés sont nécessaires afin que ce cadre de financement permette la mise en œuvre de solutions décentralisées en matière d'accès aux énergies renouvelables. Ce panel est organisé en partenariat avec Hivos et Practical Action

QUESTIONS CLÉS À ABORDER COMPRENNENT :

Mode de financement inclusif – quels sont les éléments qui devront être considérés afin de faire en sorte qu'une structure financière inclusive soit capable de rendre service aux communautés qui n'ont pas accès à des modes de cuisson propres ou à l'électricité ?

Comment accroître le financement des solutions en micro-réseaux et qu'est-ce qui est nécessaire afin d'attirer du capital privé de manière rapide ?

Qu'est-ce qui est nécessaire mis à part le financement ? Comment peut-on éliminer les barrières non pécuniaires par le biais d'une implication renforcée des communautés visées et d'un renforcement des capacités déjà existantes ?



<https://bit.ly/2V7ysgI>

#EnergyForLDCs

